

TRIBUNAL DE COMMERCE DUNKERQUE

124 RUE DU MAGASIN GENERAL – 59140 DUNKERQUE



TRAVAUX DE RELOGEMENT DU TRIBUNAL DE COMMERCE

D.C.E

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES - CCTP

LOT N°00 : Prescriptions générales TCE

Architecte LD Architecture



33 rue du Noble – BP44
62217 TILLOY LES MOFFLAINES
Tél. : 03.21.21.74.21
contact@ld-archi.fr

Bureau d'études



12 Z.A. Les Alouettes
62223 SAINT-NICOLAS lez ARRAS
Tél. : 03.21.55.24.74
contact@scme.fr

SOMMAIRE

1. PRESCRIPTIONS GENERALES :	4
1.1. Objet des travaux :	4
1.2. Normes et règlements :	4
1.3. Description et classement de l'établissement	4
1.4. Déroulement des travaux :	5
1.5. Dossier technique :	5
1.6. Visite du site :	5
1.7. Sécurité générale du chantier	6
1.8. Coordination avec les autres lots :	6
1.9. Limite des prestations :	6
1.10. Documentation :	7
1.11. Calendrier d'exécution :	7
1.12. Respect des ouvrages :	8
1.13. Continuité de service :	8
1.14. Installation de chantier :	8
1.15. Dynamique environnementale :	9
1.16. Déchets :	10
1.17. Dossier des Ouvrages Exécutés :	10

1. PRESCRIPTIONS GENERALES :

1.1. Objet des travaux :

Le présent descriptif a pour objet la définition des prestations dans le cadre des travaux de relogement du tribunal de commerce de Dunkerque (59)

1.2. Normes et règlements :

Les ouvrages seront exécutés en application des normes et règlements, sauf dispositions contraires portées au présent CCTP

L'entrepreneur responsable du lot reconnaît sa connaissance des règlements en vigueur, y compris de ceux non énumérés.

Compte tenu de cette disposition, il devra exécuter ses travaux complètement et dans tous les détails, suivre les règles de l'Art conformément aux règlements généraux et règles techniques de mise en œuvre, définis dans l'ensemble des Documents Techniques Unifiés (DTU), des normes françaises NF et règles techniques officielles d'application.

Il est expressément spécifié que les propositions forfaitaires ayant une valeur absolue, seules les modifications (augmentation ou suppression de travail) ordonnées par ordre de service, pourront éventuellement donner lieu à un règlement en plus ou en moins, suivant modalités du CCAP.

L'entrepreneur devra se conformer aux avis et décisions :

- de la Commission de Sécurité,
- du Bureau de Contrôle,
- du Coordonnateur de Sécurité
- du Maître d'Ouvrage,
- du Maître d'Œuvre,

Et ce, sans suppléments de prix.

A défaut de normes, les travaux seront soumis aux règles professionnelles. L'entrepreneur consulté est censé être un homme de l'Art connaissant parfaitement les normes et décrets en vigueur, applicables aux ouvrages de la présente opération, publiés le jour de la signature du marché. Il s'engage en outre à les respecter.

Il sera tenu pour responsable de toutes les infractions qui pourraient être commises.

Il sera également tenu pour responsable de tous les incidents que l'exécution du projet ou le fait de ses agents ouvriers ou éventuellement sous-traitants pourraient causer aux personnes quelles qu'elles soient se trouvant sur le chantier ou à proximité ainsi que les dommages

1.3. Description et classement de l'établissement

Le bâtiment est situé au 124 RUE DU MAGASIN GENERAL – 59140 Dunkerque

Il se compose de 7 niveaux de bureaux

Les travaux seront à réaliser sur une partie du rez de chaussée , surface d'environ 423.00m²,

Les autres niveaux sont occupés par des entreprises.

Les façades sont en vêtture métallique gris moyen, les menuiseries en alu avec une toiture terrasse. La façade principale donne directement sur le domaine public. Les façades ne feront pas l'objet de travaux

En toiture terrasse se trouve les équipements technique CTA

Les accès au bâtiment sont rue du Magasin General pour l'accès piétons « public » et « personnel »

Classement du tribunal de commerce : ERP de 5ème catégorie de type W avec activité L pour la salle d'audience.

1.4. Déroulement des travaux :

L'entrepreneur se reportera à l'ensemble des Cahiers des Charges et documents qui définissent les prestations des autres lots, afin de parfaitement cerner l'étendue de ses propres prestations et de réaliser en toute connaissance de cause et dans les meilleures conditions possibles, les travaux qui lui incombent.

Les travaux vont se dérouler dans un site occupé pour les niveaux supérieurs.

La livraison des matériaux, et l'évacuation des gravats, seront programmés en coordination avec les utilisateurs présents

Les démarches administratives, autorisations de voirie, et les frais inhérents sont à charge de chaque lot. Les frais de stationnement sont à charge de chaque entreprise

Les entreprises doivent tenir compte des accès pour les livraisons et l'évacuation des gravats

1.5. Dossier technique :

Pour établir son offre, l'entrepreneur aura à sa disposition :

- les pièces administratives du Maître d'Ouvrage
- les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)
- les Décompositions du Prix Global et Forfaitaire
- les plans joints au présent dossier
- les diagnostics avant travaux
- le rapport initial du bureau de contrôle
- le Plan Général de Coordination du coordonnateur SPS

Les plans sont des plans de compréhension et non de réalisation. Les côtes exactes devront être mesurées avant toute mise en œuvre de matériaux.

Remarque concernant le DPGF :

Les marques et type mentionnés dans le présent CCTP sont les bases techniques et esthétiques minimum à respecter. L'entrepreneur pourra, s'il le désire, proposer tout matériel équivalent. Par conséquent il devra impérativement accompagner sa remise de prix d'un dossier technique complet, justifiant la totalité de ses choix.

Cette liste n'étant pas exhaustive, le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre se réservant le droit de demander tous documents explicatifs complémentaires afin de juger l'offre et éventuellement de départager les candidats.

1.6. Visite du site :

Pour les visites voir les dispositions du règlement de la consultation.

1.7. Sécurité générale du chantier

Les entreprises devront respecter les contraintes de fonctionnement du site, et les mesures de sécurité en vigueur.

L'entrepreneur prendra toutes mesures pour interdire l'entrée de son chantier sans qu'il soit besoin d'ordres du représentant du Maître d'Ouvrage

En cas de dégâts, soustraction et détournement de matériaux ou de matériel au préjudice de l'entrepreneur, celui-ci ne pourra en aucun cas réclamer un supplément au prix convenu.

Il devra garantir les travaux des dégradations et avarie que ceux-ci pourraient éprouver pour quelque cause ce soit. Il sera tenu pour responsable de tous les dommages qui pourraient survenir.

L'accès au chantier, le stockage des matériaux et les évacuations seront déterminés lors de la première réunion de chantier en fonction des emprises et de contraintes d'activités des établissements et les services autorisés. L'entrepreneur sera tenu de prendre toutes mesures utiles afin de garder les lieux en parfait état de propreté.

En cas de réclamation des usagers, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de prendre toutes les mesures qu'il jugera nécessaires à la bonne marche du chantier.

1.8. Coordination avec les autres lots :

L'entrepreneur du présent lot devra coordonner ses ouvrages et ses interventions avec les autres corps d'état.

Il sera responsable de la parfaite cohésion entre ses ouvrages et ceux des autres entrepreneurs, et ne pourra en aucun cas réclamer de supplément aux prix convenus pour des ouvrages résultants d'un litige entre deux entrepreneurs.

En cas de discordance entre deux entreprises, seul le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre sont habilités à prendre une décision qui devra être acceptée par toutes les parties concernées.

Liste des lots de l'opération :

- Lot 01 : Menuiserie Cloisonnement Faux plafond
- Lot 02 : Carrelage faïence Peinture
- Lot 03 : Electricité Courants forts et faibles
- Lot 04 : Traitement d'Air, Plomberie Sanitaire
- Lot 05 : Rayonnage

1.9. Limite des prestations :

Tous les travaux doivent être parfaitement exécutés dans les meilleures conditions, conformément à toutes les règles de l'art et suivant les plans, indications et prescriptions du représentant de la Maîtrise d'Œuvre.

L'entrepreneur prendra en charge toutes les demandes d'autorisation de raccordements divers, de mise en place d'échafaudage, etc. si cela s'avérait nécessaire.

L'énumération des travaux faisant l'objet du présent CCTP n'est pas limitative. L'entrepreneur devra exécuter tous les travaux nécessaires au parfait achèvement de l'ensemble des prestations.

L'entrepreneur devra fournir sur demande la preuve de l'origine des matériaux par des documents authentiques. Ils devront toujours être de la meilleure qualité dans les espèces spécifiées ou commandées.

Le Maître d'Œuvre se réserve le droit de faire procéder aux frais de l'entrepreneur à tous essais et analyses en laboratoire de tous les matériaux entrant dans la construction des ouvrages.

Si, pour des causes quelconques et sans autorisation, l'entrepreneur donnait aux matériaux ou aux ouvrages des natures différentes de celles prévues au projet, le représentant de la Maîtrise d'œuvre se réserve le droit des mesures et sanctions qu'il jugerait nécessaires.

Le coût d'utilisation ou de location éventuelle des éléments repris au présent article (échafaudage, outillage spécial) est inclus aux prix unitaires de bordereau de prix et aucune facturation complémentaire ne pourra intervenir.

L'entrepreneur devra effectuer toutes les réparations de trous, anciens scellements, fissures ou autres dégradations existantes sur les surfaces à transformer.

Il en résulte des articles ci-dessus que l'entrepreneur n'ayant fait aucune remarque écrite, accepte ipso facto les termes du présent CCTP dans leur intégralité.

1.10. Documentation :

Avant toute exécution, l'entrepreneur provoquera la remise en temps utile de tous les renseignements nécessaires. L'entrepreneur déclare connaître parfaitement l'ensemble des lois et décrets en vigueur, applicables aux ouvrages de la présente opération, publiés le jour de la signature du marché. Il s'engage en outre à les respecter.

L'entrepreneur du présent lot devra présenter au Maître d'Ouvrage et Maître d'œuvre les dessins d'exécution de toutes les parties d'ouvrage à construire, ou à modifier d'après le projet remis par le Maître d'Ouvrage et les soumettre à l'acceptation de ce dernier.

L'entreprise remettra au Maître d'Œuvre :

avant tout commencement des travaux : durant la période de préparation

- Les plans d'exécution
- les plans de réservations
- les notes de calculs
- les plans de cheminements des canalisations,
- les caractéristiques des matériels,
- le plan particulier de sécurité et de prévention de la santé,

pendant les travaux :

- tout document mis à jour suite à des modifications, sans limitation dans la fréquence de fourniture de plans à jour.

avant la réception des travaux :

- les documents des ouvrages exécutés reprenant les documents précités mis à jour, complètement côté
- le dossier des interventions ultérieures,

Les documents seront fournis et présentés conformément aux demandes du Maître d'Ouvrage
Les documents exécution seront fournis au format papier

1.11. Calendrier d'exécution :

Les entreprises doivent s'engager sur le déroulement des travaux

Il sera mis au point lors de la première réunion de chantier en fonction du délai global.
Ce planning sera dressé par l'entrepreneur adjudicataire conjointement avec le Maître d'Œuvre.
Il est donc excessivement important qu'il soit respecté afin de ne pas gêner l'exploitant.

Toute dérive dans les dates d'exécution pourra être sanctionnée conformément au CCAP.

1.12. Respect des ouvrages :

L'entrepreneur veillera à conserver en état ses installations jusqu'à la réception des travaux.

Toute détérioration, salissure, etc... sera constatée par procès-verbal et les travaux de nettoyage ou/et de réfection seront à la charge du lot incriminé. En cas de litige quant à la responsabilité des dommages, les frais seront répartis entre toutes les entreprises au prorata de leur marché.

1.13. Continuité de service :

Les travaux vont se dérouler dans des locaux vide d'occupant.

Cependant les autres niveaux sont occupés par des locataires, les communs devront rester libre et facilement accessible

1.14. Installation de chantier :

L'entrepreneur prendra toute disposition pour protéger et conserver en bon état les parois (peintures, système de fermeture, etc...) des accès et maintenir journellement l'état de propreté des circulations intérieures empruntées.

Les accès seront condamnés en permanence pendant les périodes de non travail.

Les aires de stockage des matériaux, l'emplacement du matériel seront soumis à l'approbation du Maître d'Ouvrage et du Maître d'Œuvre.

Lot 01 : Etat des lieux

Avant le début des travaux, il sera établi un état des lieux de tous les locaux du futur Tribunal de Commerce. L'état des lieux sera obligatoirement réalisé par un huissier.

Lot 02 : Fermeture des zones travaux

Mise en place de canon provisoire de chantier, à toutes les portes donnant accès dans le plateau à aménager au rdc. Une clef sera fournie à chaque entreprise (et sous-traitant), ainsi qu'à la maîtrise d'Ouvrage (Client, Architecte et bureau d'étude, SPS)

Lot 01 : Panneau de chantier

Mise en place du panneau de chantier relatif à l'affichage du permis de construire ou de l'autorisation de travaux. Panneau en matière plastique, à poser sur vitrage, fond blanc, lettres peintes, logos, teinte et hauteur à préciser par le maître d'œuvre et/ou selon modèle pré établi du Maître d'Ouvrage. Panneau de dimensions 2.00 x 3.00m. Toutes les indications réglementaires, ainsi que les noms et téléphone, de tous les intervenants figureront sur ce panneau, de façon très lisible et durable

Lot 03 : Vitrine au RdC

Toutes les vitres de la partie du RdC objet des travaux seront blanchies au blanc de Meudon pendant toute la durée des travaux

Lot 04 : Electricité de chantier

Mise en place de coffret prises chantier protégés et alimentés depuis les tableaux existants
Dans chaque plateau mise en place de ruban Led permettant l'éclairage chantier. Commande par simple allumage et horloge pour coupure soir et week-end.

Lot 05 : Eau de chantier

mise en place d'un point d'eau chantier dans le local objet des travaux

Les entreprises doivent également prendre connaissance du PGC joint au dossier, et tenir compte des demandes spécifiques du SPS

1.15. Dynamique environnementale :

L'opération doit s'inscrire dans une dynamique environnementale collective.

Les entreprises devront, dans leurs comportements et dans leurs méthodologies, intervenir avec comme première préoccupation la prise en compte des incidences environnementales liées à leur comportement, liée au contexte direct de l'opération.

Cette réflexion comportementale s'accompagnera d'un choix rigoureux des matériaux, techniques et méthodologie afin d'obtenir une démarche globale plus attentive et au final plus respectueuse de l'environnement.

Pour ce faire, Les entreprises devront :

- Rationaliser leur occupation du site :
 - Limiter les entrées/sorties de véhicules
 - Discipliner les stationnements
 - Organiser la gestion et l'élimination quotidienne de leurs propres déchets
 - Discipliner le cantonnement des ouvriers : poubelle, nettoyage des installations de chantier,
 - Contrôler les pollutions :
 - Limiter les poussières et envols de matériaux,
 - Nettoyage des abords et voiries souillées/nettoyage des véhicules en sortie de site
 - Contrôler les pollutions sonores :
 - Supprimer les musiques et sonorisations en plein air
 - Contrôler les horaires de fonctionnement des machines et outillages bruyants
- Mettre en place des procédures internes d'autocontrôle pour impliquer les ouvriers dans une démarche environnementale qualitative et performante
 - Rationalisation des débits
 - Nettoyer quotidien le chantier avec tri/recyclage et évacuation de ses propres déchets
 - Organiser ses aires d'évolution, désencombrer le chantier
 - Expliquer et faire comprendre les finalités des interventions pour chaque équipe et ainsi comprendre les implications entre les ouvrages
 - Mettre en place des procédures d'autocontrôle préalable avant exécution des tâches pour s'assurer de leur pertinence et ainsi éviter toutes destructions et reprises d'ouvrages mal réalisés, mal implantés...
- S'impliquer vers une recherche permanente de performance pour l'organisation générale du chantier :
 - Réajuster les installations de chantier
 - Établir des choix judicieux de matériaux : proximité des lieux de production, emballages réduits, performance, proposition de substitution, rationalisation des approvisionnements...
 - Coordination renforcée entre les corps d'états
 - Production des documents d'études en amont et en phase avec l'avancement du chantier
 - ...

L'adaptation des méthodologies de travail de l'entreprise et la prise en compte des incidences financières induites devront être intégrées dès l'offre initiale de l'Entreprise.

A aucun moment l'Entreprise ne pourra présenter de surcoût dans le cadre de son intervention justifié par la mise en pratique de règles énoncées dans la présente Charte.

1.16.Déchets :

L'évacuation des déchets reste à charge de chaque entreprise, il n'y a pas de compte prorata

Aucun déchet, ou matériel déposé, ne pourra être entreposé sur le chantier ou dans la zone « base vie », l'évacuation doit se faire journalièrement par chaque entreprise
En préalable et avant le démarrage du chantier, l'Entreprise devra établir un plan de gestion pour l'élimination de ses déchets.

Sur la base d'un inventaire rigoureux de ses déchets, l'Entreprise précisera :

- Les modalités d'évacuation mises en œuvre,
- Les procédures de recyclage
- Les modalités de destruction, et surtout :
- La liste et des décharges et filières de récupération sollicitées.

La transmission de ce document subordonne la possibilité de démarrer les travaux par l'Entreprise et servira de base au contrôle de la gestion du chantier et du respect des engagements contractuels associés à cette opération.

Chaque entreprise reste responsable de ses propres déchets et devra en assumer l'élimination selon un plan préalablement présenté par chaque entreprise.

Un constat hebdomadaire sera établi par l'Architecte, les déchets identifiables devront être ramassés, sans délais, et évacués selon les procédures préétablies.

En cas d'impossibilité d'identifier l'émetteur, les déchets devront être évacués par une Entreprise présente sur le site et ceci aux frais et torts exclusifs des autres entreprises présentes durant la période incriminée.

1.17.Dossier des Ouvrages Exécutés :

L'entreprise est tenue de remettre pour le jour des opérations préalables à la réception des travaux, en **2 exemplaires papiers, et 3 Clefs USB**, le DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES

L'entreprise devra joindre dans chaque dossier :

- Les plans, coupes, détails, etc
- Les références du matériel pour l'entretien ultérieur
- Les notices descriptives des produits et installations
- Les avis techniques des produits posés
- Les procès-verbaux du matériel attestés pour le chantier
- Les plans des ouvrages exécutés (conforme en tout point à la réalisation)
- L'entreprise portera la mention manuscrite « conforme aux produits posés et installations réalisées pour la restructuration de » sur chacun des documents, avec le tampon et la signature.